

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

N° 007 /AONR/MINTP/CIPM-TERI/2025 DU 20 JAN 2026

EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX
D'ENTRETIEN AU LIANT HYDRAULIQUE ROUTIER DU TRONÇON DE
ROUTE EN TERRE R0220 : YOKADOUMA-LAMENDOUM-LIMITE HAUT
NYONG DE 75KM DE LONG, DANS LE DEPARTEMENT DE LA BOUMBA ET
NGOKO, REGION DE L'EST. FINANCEMENT : BUDGET
D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINTP, EXERCICES 2026 et 2027.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la campagne d'entretien routier pour l'exercices 2026 et 2027, Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de l'Etat du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux d'entretien au liant hydraulique routier du tronçon de route en terre R0220 : Yokadouma-Lamendoum-Limite Haut Nyong de 75km de long, dans le Département de la Boumba et Ngoko, Région de l'Est.

2. Consistance des travaux

Les travaux à réaliser comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- Les installations comprenant l'installation du chantier, l'amenée et le repli du matériel, la réalisation des études d'exécution et les études géotechnique ;
- Le nettoyage et les terrassements comprenant les déblais (mis en dépôt) pour réglage de talus, les purges au droit des ouvrages, les remblais (apports) en latéritique pour nivellement de la plateforme, la mise en forme de la plateforme avec des fossés et exutoires, le reprofilage/compactage, le curage et la remise en forme des fossés en terre existants et la création d'exutoire;
- Les travaux de la chaussée d'une largeur moyenne de 7 mètres comprenant la scarification de la chaussée et le retraitement des matériaux au produit stabilisant "Liant hydraulique Routier" sur une profondeur de 15 à 20 cm, pour couches d'assises;
- L'assainissement et le drainage comprenant le curage des buses et fossés, la fourniture et la pose des buses en béton ø 800 mm et ø 1000 mm, la construction des têtes de buses en béton ø 800 mm et ø 1000 mm ;
- Les travaux d'ouvrage d'art comprenant le remplacement des platelages en bois ainsi que la maçonnerie des moellons ;
- La construction et la gestion des barrières de pluies types MINTP.

Lesdits travaux sont amplement définis dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et dans le Bordereau des prix unitaires (BPU).

3. Tranches/Allotissement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres, sont constitués en un (01) lot présenté comme suit :

N° du Lot	Région	Tronçons	Longueur estimée (km)	Délai (mois)	Budgets Prévisionnels TTC	Type d'intervention
Lot unique	Est	Yokadouma-Lamendoum-Limite Haut Nyong	75,00	16	1 443 909 327	Travaux d'entretien au produit stabilisant

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **1 443 909 327 (un milliard quatre cent quarante-trois millions neuf cent neuf mille trois cent vingt-sept) F CFA TTC.**

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution pour la réalisation des travaux est fixé à seize (16) mois calendaires.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux, et comprend les périodes de pluies ainsi que toutes les intempéries et sujétions diverses.

6. Participation et origine

La participation est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises ou groupement d'entreprises de la catégorie A, B et C des sous-secteurs d'activités « Routes ».

7. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du MINTP Exercices 2026 et 2027.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est : « **Exclusivement en ligne (online)** ». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appels d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à : **3 000 000 (Trois million) de FCFA.**

La caution de soumission devra rester valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit nouveau centre administratif, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue dans les services du Maître d'Ouvrage, aux heures ouvrables du Ministère des Travaux Publics, à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit centre administratif, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de quatre cent mille (400 000) Francs CFA, au titre d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boite postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme CO-LEPS au plus tard le 24 FEV 2026 à 11 heures.

Une copie de sauvegarde non compressé de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD et l'original de la caution de soumission devront parvenir sous pli fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit nouveau centre administratif, au plus tard le 24 FEV 2026 à 11 heures. Ce pli devra porter la mention :

007
«AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 007 /AONR/MINTP/ CIPM-TERI/2025 DU 20 JAN 2026,
EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN
AU PRODUIT STABILISANT DU TRONÇON DE ROUTE EN TERRE R0220 :
YOKADOUMA-LAMENDOU-MILITE HAUT NYONG DE 75KM DE LONG, DANS LE
DEPARTEMENT DE LA BOUMBA ET NGOKO, REGION DE L'EST ».
BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINTP EXERCICES 2026 ET 2027
(COPIE DE SAUVEGARDE, ORIGINAL DE LA CAUTION DE SOUMISSION ET
RECEPISSE DE DEPOT DELIVRE PAR LA CDEC) »

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

La plateforme COLEPS pour le dépôt des offres sera fermée après la date et l'heure limite de dépôt des offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des offres administrative, technique et financière aura lieu, le 24 FEV 2026 à 12 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux d'Entretien et de Réfection des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre.

Tous les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) de leur choix ayant une parfaite connaissance du dossier.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

A : Dossier administratif incomplet pour :

- 1- Absence de la caution de soumission ;
- 2- Non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente.

B : Offre technique incomplète pour absence de l'un des éléments ci-après:

- 1- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ou pièce non authentique ;
- 2- La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes établies par le Ministère des Marchés Publics ;
- 3- L'attestation de capacité financière ou ligne de crédit d'un montant minimum de **433 000 000 (quatre cent trente-trois millions) de FCFA**, délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances ;
- 4- Justifier de la possession en propre du matériel minimum constituant la liste suivante :
 - Un (01) camion benne de 20 tonnes ;
 - Un (01) compacteur ;
 - Une (01) Pelle chargeuse ;
 - une (01) niveleuse avec scarificateur à dents multiples ;
 - un (01) camion-citerne à eau d'au moins 12 m³.
- 5- Un Conducteur des travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO : Ingénieur en Génie Civil, niveau BAC+5 ou plus ou équivalent, inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC), ayant au moins sept (07) ans d'expérience générale et ayant exécuté au moins deux (02) similaires ou avoir été Ingénieur Routier, Ingénieur Terrassements et Chaussées ;
- 6- Un rapport illustré d'une attestation de visite du site (le rapport ne sera pas considéré sans ces images) ;
- 7- N'avoir pas réalisé au cours des cinq (05) dernières années, au moins un (01) projet de travaux routiers de montant supérieur ou égal à 200 millions de FCFA TTC ;
- 8- Preuves d'acceptation des clauses du marché ;
- 9- La charte d'intégrité datée et signée ;
- 10- La déclaration d'engagement datée et signée.

C- Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- 1- la soumission timbrée, datée et signée ;
 - 2- le bordereau des prix unitaire (BPU) suivant le modèle (pièce 6) avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres ;
 - 3- le Devis Quantitatif et Estimatif ;
 - 4- le sous - détail des prix unitaires quantifiés.
 - 5- Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;
- D- N'avoir pas satisfait un critère sur deux (02) critères essentiels dont obligatoirement le critère matériel ;**
- E- Non-conformité du mode de soumission ;**
- F- Non-respect du format de fichier des offres (pour les cas de soumission en ligne uniquement) ;**

15.2. Critères essentiels.

Pour être qualifié, le soumissionnaire devra satisfaire les deux (02) critères essentiels suivants :

- a) Le matériel à mobiliser sur **01 critère** ;
- b) Le personnel d'encadrement proposé sur **01 critère** ;

a. Matériel à mobiliser

En plus du matériel minimum éliminatoire le soumissionnaire devra mobiliser en propre ou en location pour l'exécution des travaux le matériel supplémentaire (critère essentiel) suivant :

N°	Désignation	Minimum requis
1.	Pelle chargeuse	01
2.	Bulldozer	01
3.	Pelle excavatrice sur chenille	01
4.	Compacteur manuel	01
5.	Porte char	01
6.	Bétonnière >= 500 litres	01
7.	Bétonnière >= 500 litres supplémentaire	01
8.	Cuve de stockage de gazole 10 000 litres	01
9.	Motopompe	01
10.	Aiguille vibrante	01
11.	Aiguille vibrante supplémentaire	01
12.	Compresseur	01
13.	Groupe électrogène, Puis. ≥ 150 kva	01
14.	Groupe électrogène, Puis. ≥ 150 kva supplémentaire	01
15.	Camion-citerne à eau d'au moins 10 m ³	01
16.	Tracteur de fraisage	01
17.	Matériel de laboratoire géotechnique (appareil de CASAGRANDE avec accessoires, moules CBR avec accessoires, dame PROCTOR, moule PROCTOR, étuve ou plaque chauffante avec bouteille de gaz, Série de tamis complète, balance électronique de précision, balance ROBERVAL de 15 Kg avec socle de poids complet, densitomètre à membrane avec accessoires, tamis de 20 mm, gamelle à bruler, 01 bac pour contrôle de dosage de gravillon (0,50x0,50), presse hydraulique) NB : il faut avoir présenté au moins de 75% du matériel soit 10/13 pour avoir OUI	01
18.	Matériel topographique (Station totale, Niveau de précision, Jalons, Chaîne de mesure, GPS bifrèquence) NB : il faut avoir présenté tout le matériel pour avoir OUI	01

b. **Personnel de chantier** : Le critère est estimé rempli tous les ⁵ans (05) sous - critères ci-dessous sont satisfaits :

POSTE	QUALIFICATIONS / EXPÉRIENCES
Un (01) Conducteur des travaux	▪ Formation de base : Ingénieur en Génie Civil (Bac + 5 ou plus) ou équivalent et inscrit à l'ONIGC ; ▪ Expérience générale en BTP : Au moins sept (07) ans ; ▪ Expérience spécifique : Avoir exécuté au moins deux (02) projets similaires à ce poste ou avoir été Ingénieur Routier, Ingénieur Terrassements et Chaussées ;
Un (01) Chef chantier	▪ Formation de base : Au moins niveau Technicien Supérieur en génie civil (BAC+3 ou plus) ; ▪ Expérience générale en BTP : Au moins sept (07) ans ; ▪ Expérience spécifique : Avoir exécuté au moins deux (02) projets à ce poste dans le domaine de la construction, de la réhabilitation, de

	l'aménagement ou de l'entretien des routes ou des travaux routiers similaires.
Un (01) Expert Ouvrage d'art	▪ Formation de base : Ingénieur en Génie Civil (Bac +3 ou plus) ou équivalent ; ▪ Expérience générale en BTP : Au moins cinq (5) ans ; ▪ Expérience spécifique : Avoir été Ingénieur Ouvrage d'Art dans au moins un (01) projet d'infrastructures routières (Routes et ouvrages d'art).
Un (01) géotechnicien responsable du laboratoire de chantier	▪ Formation de base : Ingénieur en Génie Civil (Bac +3) ou plus ou équivalent, ou diplômé de formation universitaire ($\geq$ BAC+3) spécialisé en géologie, géotechnique ou science de la terre) ; ▪ Expérience générale : Au moins cinq (5) ans dans les prestations géotechniques des travaux routiers. ; ▪ Expérience spécifique : Avoir été Ingénieur géotechnicien ou responsable de laboratoire géotechnique pour les travaux d'au moins un (01) projet de construction ou de réhabilitation ou d'entretien des routes.
Un (01) Responsable topographie	▪ Formation de base : Au moins niveau Technicien Supérieur en génie civil (BAC+2 ou plus) ; ▪ Expérience générale en BTP : Au moins sept (07) ans ; ▪ Expérience spécifique : Avoir exécuté au moins deux (02) projets à ce poste dans le domaine de la construction, de la réhabilitation, de l'aménagement ou de l'entretien des routes ou des travaux routiers similaires.

Pour chaque personnel proposé, joindre les pièces ci-après :

- copie certifiée conforme du diplôme datant de moins de trois (03) mois ;
- attestation de présentation de l'original du diplôme ;
- curriculum vitae signé et daté de l'expert ;
- attestation de disponibilité signée et datée de l'expert.

NB : Un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique ne sera pas évalué.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification administrative, technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit nouveau centre administratif, tél : 222 22 92 34 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

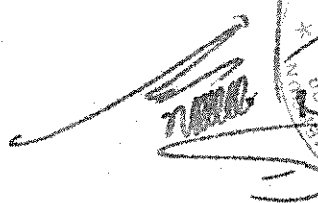
19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de surveillance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLAPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155/222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le 20 JAN 2026



 Emmanuel NGANOU D.

LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. 007/AONR/MINTP/CIPM-TERI/2025 OF 20 JAN 2026
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF MAINTENANCE WORKS,
WITH HYDRAULIC ROAD BINDER, ON THE R0220 EARTH ROAD SECTION:
YOKADOUMA - LAMENDOUM - HAUT NYONG LIMIT, 75 KM LONG, IN THE BOUMBA-
ET-NGOKO DIVISION, EAST REGION. FINANCING: MINTP PUBLIC INVESTMENT
BUDGET, FINANCIAL YEARS 2026 AND 2027.

1. Purpose of the Call for Tenders

As part of the road maintenance campaign for the 2026 and 2027 financial years, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby launches, on behalf of the State of Cameroon, an Open National Call for Tenders in emergency procedure for the execution of maintenance works, with hydraulic road binder, on the R0220 earth road section: Yokadouma - Lamendoum - Haut-Nyong Limit, 75 km long, in the Boumba-et-Ngoko Division, East Region.

2. Scope of Works

The works shall include the following tasks, inter alia:

- Installation, including site installation, delivery and removal of equipment, conduct of execution studies and geotechnical studies;
- Cleaning and earthworks including depositing excavated material for slope levelling, purging near the structures, lateritic fill (imported) for levelling the roadbed, reshaping the roadbed with ditches and outlets, reshaping/compaction, cleansing and reshaping of existing earth ditches and construction of outlets;
- Carriageway works with an average width of 7 metres, including scarification of the carriageway and an additional treatment of materials with the "Hydraulic Road Binder" stabilising product to a depth of 15 to 20 cm, for bedding courses;
- Sanitation and drainage works will consist in cleaning pipe culverts and ditches, supplying and installing ø 800 mm and ø 1000 mm concrete pipe culverts, constructing ø 800 mm and ø 1000 mm concrete pipe culvert heads;
- Engineering structures works consist in replacing wooden decks as well as quarry stone masonry facings;
- The construction and management of MINTP-type rain gates.

The said works have been clearly defined in the Special Technical Clauses (CCTP) and in the Unit Price Schedule (UPS).

3. Tranches/Allotment

The works under this Call for Tenders shall be tendered for in one (1) lot as follows:

Lot No.	Region	Road sections	Estimated length (km)	Time frame (months)	Estimated budget, including taxes	Type of intervention
Single lot	East	Yokadouma - Lamendoum - Haut-Nyong Limit	75.00	16	1,443,909 327	Maintenance works with stabilising product

4. Estimated cost

The estimated cost after preliminary studies, is 1,443,909,327 CFA francs (one billion, four hundred and forty-three million, nine hundred and nine thousand, three hundred and twenty-seven) including all taxes.

5. Estimated execution time frame

The time frame for carrying out the works is sixteen (16) calendar months.

This time frame shall run from the date of notification of the Order to commence service delivery, and shall include rainy periods as well as all bad weather conditions and miscellaneous constraints.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all Categories A, B and C contractors or consortium in the "Roads" sub-sector.

7. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by MINTP Public Investment Budget, financial years 2026 and 2027.

8. Bidding Method

Bidding shall be carried out as follows: **"Exclusively online"**. In other words, one cannot submit bids off-line for this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Each tenderer must enclose with their administrative documents a hand-paid bid bond issued by a body or financial institution authorised, by the Minister in charge of Finance to issue bonds in the field of public contracts. The list of such institutions is available in Document 14 of the Tender Documents, whose amount shall be as follows: **3,000,000 (three million) CFAF**

The bid bond shall be valid for up to thirty (30) days beyond the initial tender validity date. The absence of a bid bond issued by a first class bank or financial institution authorised, by the Ministry in charge of Finance, to issue bonds within the framework of public contracts, will result in the outright rejection of the bid. A bid bond having no connection with the consultation concerned shall not be taken into account. A bid bond presented by the bidder during bid opening session shall be rejected.

10. Consultation of Tender Documents

The Tender Documents may be consulted during working hours at the Ministry of Public Works in Yaounde, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Building A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, in the administrative neighbourhood at Etoudi, upon publication of this Call for Tenders.

It can also be accessed online via the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the PCRA website (www.armp.cm).

11. Acquisition of Tender Documents

The hard copy of the Tender documents may be obtained during working hours in the Project Owner's offices at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Building A of the headquarters building at Etoudi, administrative neighbourhood, upon presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **four hundred thousand (400,000) CFA francs**

Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (P.O. Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.).

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain the soft copy of Tender Documents by free download on the COLEPS platform, available at the addresses indicated above. However, on-line tendering is subject to the payment of the Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders

The bid shall be submitted by the tenderer on COLEPS platform latest on _____ at 11 a.m.

Besides, an uncompressed back-up copy of the bid saved in a USB drive or CD/DVD and the original bid bond shall be submitted, against a receipt and in a sealed envelope, to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Building A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, located in the administrative neighbourhood at ETOUDI, no later than _____ at 11 a.m. It shall bear the following:

No. **007** "LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
/AONR/MINTP/ CIPM-TERI/2025 OF **20 JAN 2026**
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF MAINTENANCE WORKS WITH
STABILISING PRODUCTS ON THE R0220 EARTH ROAD SECTION: YOKADOUMA -
LAMENDOUM - HAUT-NYONG LIMIT - 75 KM LONG, IN THE BOUMBA-ET-NGOKO DIVISION,
EAST REGION".

MINTP Investment Budget 2026 AND 2027 Financial Years.
(BACK-UP COPY, ORIGINAL BID BOND AND DEPOSIT RECEIPT ISSUED BY CDEC)".

File size and format

For on-line tendering, the maximum size of the documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid;

Accepted formats include:

- PDF format for texts;
- JPEG for pictures.

Candidates shall make sure that a compression software is used to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

13. Tender Compliance

The COLEPS platform for submitting tenders will be closed after the tender submission deadline.

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a body or a financial institution approved by the Minister in charge of finance and authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, which is valid for thirty (30) days, with effect from the expiration of the tender validity.

Tenderers shall submit only the originals or certified true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in accordance with the requirements of the Special Tenders Regulation, otherwise they will be rejected.

14. Opening of Tenders

Administrative, technical and financial offers shall be opened on _____ at noon in the meeting room of the Internal Tenders Board for Infrastructure maintenance and repair Works at the Ministry of Public Works, located at the Centre Regional Delegation of Public Works.

All tenderers may attend the opening session or be represented by a duly mandated person of their choice (even in the event of a consortium) with sound knowledge of their file.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminatory Criteria

A: Incomplete administrative file due to:

- 1- Absence of bid bond;
- 2- Failure to submit a document deemed non-compliant or missing from the administrative file during the bid opening session despite the 48-hour extension.

B: Incomplete technical offer due to the absence of one of the following documents:

- 1- False declaration, forged or unauthentic documents;
- 2- Formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public contracts;
- 3- An attestation of financial capacity or credit line for a minimum amount of **433,000,000 (four hundred and thirty-three million) CFAF**, issued by a first-class bank approved by the Minister of Finance;
- 4- Proof of following minimum in-house equipment:
 - One (1) dump truck, 20 tonnes;
 - One (1) compactor;
 - One (1) backhoe loader;
 - One (1) grader with multi-tooth scarifier;
 - One (1) water tanker, of at least 12 m³.
- 5- A Works Supervisor meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation: Civil Engineer, with at least a Bachelor's Degree (GCE A-L+5 at least or equivalent) and enrolled into the National Order of Civil Engineers (NOCE), with minimum seven (07) years of general experience and have executed two(02) similar project at the same level commitment or has been road engineer;
- 6- An illustrated site visit report (the report will not be taken into account without these images);
- 7- Not having shown proof of execution, over the past five (5) years, of one (1) road works project worth at least two hundred billion (200,000,000) CFA francs, including taxes;
- 8- Evidence of acceptance of contract clauses;
- 9- Dated and signed integrity charter;
- 10- Dated and signed declaration of commitment.

C: Incomplete financial offer due to the absence of one of the following documents:

- 1- A stamped, dated and signed bid;
- 2- the Unit Price schedule (UPS) in compliance with the model (Document 6) indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words;
- 3- the Bill of Quantities;
- 4- the breakdown of unit prices.
- 5- Omission of a quantified unit price in the financial offer;

D- Failure to meet one of two (2) essential criteria, including the equipment criterion;

E- Non-compliance with the prescribed bidding method;

F- Non-compliance with the tender file format (for on-line tendering only);

15.2. Essential Criteria

To be qualified, the bidder shall fulfil the following **two (2)** criteria:

- a) Equipment to be mobilised on **1 criterion**;
- b) Proposed supervisory staff on **1 criterion**;

a. Equipment to be mobilised

In addition to the minimum mandatory equipment, the tenderer shall provide, either owned or rented, the following **additional equipment (essential criterion)** for the execution of the works:

No.	Description	Minimum requirement
1.	Backhoe loader	1
2.	Bulldozer	1
3.	Crawler excavator	1
4.	Manual compactor	1
5.	Tank carrier	1
6.	Concrete mixer ≥ 500 litres	1
7.	Additional concrete mixer ≥ 500 litres	1
8.	10,000-litre diesel storage tank	1
9.	Motor pump	1
10.	Poker vibrator	1
11.	Additional poker vibrator	1
12.	Compressor	1
13.	Generator, power ≥ 150 Kva	1
14.	Additional Generator, power ≥ 150 Kva	1
15.	Water tanker of at least 10 m ³	1
16.	Milling tractor	1
17.	Geotechnical laboratory equipment (CASAGRANDE apparatus with accessories, CBR moulds and accessories, PROCTOR rammer, PROCTOR mould, oven or heating plate with gas cylinder, complete set of sieves, electronic precision scale, 15 kg ROBERVAL scale with complete weight base, membrane densitometer with accessories, 20 mm sieve, moisture tin, 01 tray for gravel dosage control (0.50 x 0.50), hydraulic press) NB: The bidder must have shown at least 75% of the equipment that is 10/13, to get a YES.	1
18.	Topographical equipment (total station, precision level, markers, measuring chain, dual-frequency GPS) NB: The bidder must have shown all of the required equipment to get a YES.	1

b. Site workers: This criterion is considered fulfilled if ~~five~~(5) out of the sub-criteria below are met:

POST	QUALIFICATIONS / EXPERIENCE
One (1) works supervisor	▪ Basic training: Civil Engineer with at least a Bachelor's Degree (GCE A-L +3) or equivalent, and enrolled into NOCE; ▪ General experience in Building and Public Works: At least seven (7) years; ▪ Specific Experience: Must have carried out at least two (2) similar project at the same level commitment or has been road engineer;
One (1) site foreman	▪ Basic training: At least a Higher Technician qualification in civil engineering (GCE AL + 3 at least); ▪ General experience in Building and Public Works: At least seven (7) years; ▪ Specific Experience: Must have carried out at least two (2) projects in this position in the road construction, rehabilitation, development or maintenance domain, or in similar road works.
One (1) Engineering Structures expert	▪ Basic training: Civil engineer with at least Bachelor's Degree (GCE A-L +3 at least) or equivalent; ▪ General experience in Building and Public Works: At least five (5) years; ▪ Specific Experience: Must have been an engineering structures engineer on at least one (1) road infrastructure project (Roads and engineering structures).
One (1) geotechnician in charge	▪ Basic training: Holder of a civil engineering degree (GCE AL +3) at least or equivalent, or a university degree ($\geq$ GCE AL+3), specialised in geology, geotechnics or earth sciences); ▪ General Experience: At least five (5) years in providing geotechnical services for road works. ;

of the site laboratory	▪ Specific Experience: Must have been a geotechnical engineer or geotechnical laboratory manager for at least one (1) road construction, rehabilitation or maintenance project.
One (1) Land Surveying Manager	▪ Basic training: At least a Higher Technician qualification in civil engineering (GCE AL+2 at least); ▪ General experience in Building and Public Works: At least seven (7) years; ▪ Specific Experience: Must have carried out at least two (2) projects in this position in the road construction, rehabilitation, development or maintenance domain, or in similar road works.

For each proposed personnel, enclose the following documents:

- Certified true copy of diploma dated less than three (3) months;
- Attestation of presentation of the original diploma;
- Dated curriculum vitae signed by each expert;
- Certificate of availability signed and dated by the expert.

Note: Any State employee without proof of release from the public service shall not be assessed.

16. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder meeting the required administrative, technical and financial qualification criteria, including any proposed discounts.

17. Tender Validity:

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of **ninety (90) days** with effect from the initial tender submission deadline.

18. Further Information

Further information may be obtained during working hours in the Project Owner's offices, at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Building A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, located in the Administrative Neighbourhood at ETOUDI, Tel.: 222 22 92 34 or online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

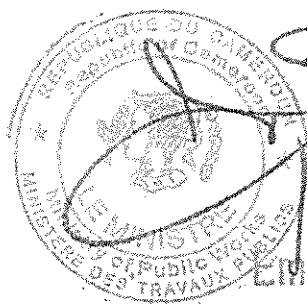
19. Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 235 669 or write to the following email address: dsi@minmap.cm.

20. Fight Against Corruption and Malpractice

To report corrupt practices, facts or acts, or any other malpractice, please contact CONAC, by dialling 1517, or the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, 20 JAN 2026



Emmanuel NGANOUD.